



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

**Arrêté n° 53-DCBPEF-2026-045 en date du 12 mars 2026
relatif à l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets
ménagers et assimilés au lieu-dit « les basses Ansquillières » sur le territoire de la commune
de Pontmain.**

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I^{er}, les titres I et II du livre II et le titre 1^{er} du livre V ;

Vu les articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de la Sélune, approuvé le 20 décembre 2007 ;

VU le plan national de prévention des déchets en vigueur ;

VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Pays-de-la-Loire en vigueur ;

VU le PLUi de la Communauté de Communes du Bocage Mayennais approuvé dans sa dernière version le 17 septembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013123-0001 du 3 mai 2013 autorisant Monsieur le président du conseil général de la Mayenne à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Pontmain ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014178-0015 du 27 juin 2014 prescrivant à Monsieur le président du conseil général de la Mayenne la mise en œuvre des garanties financières prévues par les articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement pour l'unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2021 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 3 mai 2013 modifié autorisant Monsieur le président du conseil général de la Mayenne à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Pontmain ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-038 du 27 mars 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 3 mai 2013 modifié et actant notamment du ré-examen IED ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 53-DCBPEF-2026-037 en date du 4 mars 2026 relatif à l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés au lieu-dit « les basses Ansquillières » sur le territoire de la commune de Pontmain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2026 régulièrement publié, portant délégation de signature à Monsieur Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval ;

Vu le marché global de performance signé entre le groupement SUEZ / Eiffage construction / AIA Architectes et le conseil départemental de la Mayenne et désignant ce groupement en tant qu'exploitant du centre de valorisation énergétique de déchets (CVED) de Pontmain ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif au projet de modernisation de l'UVE de Pontmain déposé le 9 janvier 2025 et complété le 5 juin 2025, 5 novembre 2025, et 10 décembre 2025 par le conseil départemental de la Mayenne ;

Vu le rapport du 26 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant, par courriel du 23 janvier 2026, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et l'invitant à formuler ses observations ;

Vu les observations du pétitionnaire formulées par courriel en date du 12 février 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui stipule les cas dans lesquels une modification doit être regardée comme substantielle ;

Considérant qu'une modification est regardée comme substantielle si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une modification est regardée comme substantielle si elle est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 121-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet porté à la connaissance de l'administration concerne la restructuration et la modernisation de l'unité de valorisation énergétique de déchets de Pontmain, comprenant notamment la création d'une nouvelle ligne d'incinération en remplacement d'une ligne existante, la modernisation d'une seconde ligne, l'optimisation de la valorisation énergétique, ainsi que des aménagements fonctionnels et de sécurité du site ;

Considérant que le projet n'entraîne aucune augmentation de la capacité annuelle maximale de traitement de déchets, laquelle demeure fixée à 63 000 tonnes par an, conformément aux autorisations en vigueur ;

Considérant que les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles est soumis l'établissement demeurent inchangées et que le projet n'introduit aucune nouvelle activité relevant d'un régime d'autorisation distinct ;

Considérant que les modifications projetées n'ont pas pour effet d'atteindre ou de franchir des seuils réglementaires imposant la réalisation d'une nouvelle évaluation environnementale au sens des articles R. 122-2 et R. 122-21 du code de l'environnement ;

Considérant que l'analyse des incidences environnementales du projet, portant notamment sur l'eau, l'air, le bruit, les sols, la biodiversité, le paysage, les déchets et l'énergie, met en évidence des impacts globalement maîtrisés, compatibles avec les usages environnants et ne présentant pas de risques nouveaux significatifs pour l'environnement ou la santé humaine ;

Considérant que les émissions atmosphériques, les flux polluants et les risques sanitaires associés à l'exploitation projetée restent globalement équivalents à la situation existante, avec, pour certains paramètres, une amélioration notable, notamment en matière de réduction des émissions d'oxydes d'azote ;

Considérant que l'étude d'impact acoustique transmise par l'exploitant démontre le respect des valeurs réglementaires applicables, sous réserve de la mise en œuvre effective des dispositions constructives et des équipements de réduction du bruit prévus, et qu'un suivi acoustique post-mise en service est prévu ;

Considérant que les scénarios accidentels analysés dans la notice de dangers mise à jour montrent que les effets des phénomènes dangereux demeurent contenus à l'intérieur des limites du site ou, le cas échéant, ne génèrent pas d'effets irréversibles à l'extérieur des limites de propriété, et ne sont pas de nature à aggraver significativement les risques existants ;

Considérant que les mesures de prévention, de protection et de maîtrise des risques prévues par l'exploitant, notamment en matière de défense incendie, de confinement des eaux d'extinction, de désenfumage et de gestion des situations accidentelles, permettent de garantir un niveau de sécurité au moins équivalent à celui de la situation actuelle ;

Considérant que le projet s'inscrit dans une démarche d'amélioration des performances énergétiques de l'installation, sans remise en cause de son insertion territoriale ni de la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 121-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts protégés par le code de l'environnement et ne peuvent, par conséquent, être regardées comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-45 susvisé du code de l'environnement, le préfet de département peut fixer des prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, par courriel en date du 23 janvier 2026 et qu'il a fait part de ses observations par courriel du 12 février 2026 ;

Considérant que par courriel du 6 mars 2026, l'exploitant a indiqué que toutes les observations émises lors de la procédure contradictoire n'ont pas été prises en compte dans l'arrêté préfectoral en date du 4 mars 2026 susvisé ;

Considérant qu'il s'agit d'erreurs matérielles, nécessitant d'être rectifiées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{ER} - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET DE CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

Le Président du Conseil Départemental de la Mayenne est autorisé, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Pontmain, au lieu-dit les Ansquillières, des installations détaillées dans les articles suivants et dénommées ci-après UVE (Unité de Valorisation Énergétique).

1.1.2 Abrogation pour erreurs matérielles

L'arrêté préfectoral n° 53-DCBPEF-2026-037 en date du 4 mars 2026 est abrogé en raison d'erreurs matérielles.

1.1.3 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté abroge les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 3 mai 2013 autorisant à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation,
- arrêté préfectoral n° 2014178-0015 du 27 juin 2014 relatif aux garanties financières,
- arrêté préfectoral modificatif du 1er juillet 2021 actualisant diverses dispositions,
- arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-038 du 27 mars 2025.

1.1.4 Localisation et surface occupée par l'installation

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles suivantes :

Site existant			
Commune	Section	Parcelle	Superficie
Pontmain	ZA	442	3772 m ²
		446	61 m ²
		448	9579 m ²
		449	434 m ²
		497	5170 m ²
		554 partie	6407 m ²
Superficie totale occupée par le site actuel			25 423 m ²
Extension projetée			
Commune	Section	Parcelle	Superficie
	ZA	554 partie	1227 m ²
Superficie totale concernée par le projet d'extension			1227 m ²

1.1.5 Système d'échange de quotas de gaz à effet de serre (SEQE)

Après travaux, la présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, seulement en ce qui concerne les obligations de déclaration des émissions et de vérification, car elle exerce l'activité suivante, listée au tableau de l'article R. 229-5 du code de l'environnement :

- combustion de combustibles dans des installations d'incinération de déchets municipaux dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW, seulement en ce qui concerne les obligations de déclaration des émissions et de vérification de l'article R. 229-20.

1.2. Nature des installations après travaux

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité actuelle	Capacité future post travaux	Régime
3520-a)	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h	2 fours d'incinération d'ordures ménagères L1 et L2 d'une capacité totale de 7,2 t/h	2 fours d'incinération d'ordures ménagères L1bis et L2 modernisée d'une capacité totale de 8 t/h	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant	2 fours d'incinération d'ordures ménagères Capacité nominale à 3,2 t/h (ligne L1) et 4 t/h (ligne L2) pour une capacité annuelle de 63 000 t.	2 fours d'incinération d'ordures ménagères L1 bis et L2 modernisée d'une capacité de 4 t/h chacune pour une capacité annuelle de 63 000 t.	A

	comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 Installation de traitement thermique de déchets non dangereux			
--	---	--	--	--

L'établissement relève de la Directive IED. Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WI (**incinération de déchets**).

Les dispositions des arrêtés ministériels suivants s'appliquent à l'établissement :

- arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux.

Le périmètre IED est constitué de l'ensemble des installations du site visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir l'unité de valorisation énergétique des déchets, la plateforme de gestion des mâchefers et l'ensemble des installations annexes concourant au fonctionnement du site inclus dans le périmètre ICPE du site.

Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou bas).

Les installations relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubriques	Désignation des activités	Capacité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : (D) projet soumis à Déclaration.	Régularisation de 3 piézomètres de suivi de nappe drainage de fonds de fouille/rabattement de nappe en phase travaux avec volume estimé à 470 m3/an	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : (A) projet soumis à Autorisation. 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D) projet soumis à Déclaration	Surface totale d'interception des eaux pluviales : 4 ha	D

La présente autorisation vaut accord sur les modifications demandées au titre de l'article 15 de l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

1.3 Description des activités principales

1.3.1 Description avant travaux

L'unité de valorisation énergétique de Pontmain comprend avant travaux :

- deux unités de réception des déchets, d'un volume unitaire respectivement de 500 m³ et 1 400 m³, correspondant à une autonomie de stockage d'environ 3,5 jours ;
- deux unités d'incinération, pour une capacité maximale totale de traitement de 63 000 tonnes par an, comprenant :
 - un four fonctionnant à 3,2 t/h, pour un pouvoir calorifique inférieur (PCI) de référence des déchets compris entre 1 400 et 2 200 kcal/kg (valeur moyenne 1 700 kcal/kg), correspondant à une puissance thermique nominale de 8,4 MW ;
 - un four fonctionnant à 4 t/h, pour un PCI de référence compris entre 1 200 et 2 500 kcal/kg (valeur moyenne 2 200 kcal/kg), correspondant à une puissance thermique nominale de 10,2 MW ;
- deux unités de traitement et d'évacuation des gaz de combustion, comprenant deux cheminées ;
- un système commun aux deux lignes d'incinération pour la récupération et l'évacuation des résidus de l'incinération ;
- une plateforme des mâchefers, d'une surface totale de 4 500 m², dont 2500 m² de dalles de stockage, pour une capacité maximale présente sur l'aire de stockage et de traitement des mâchefers de 8500 tonnes soit 7 100 m³ ;
- deux bassins de récupération des eaux de process d'une capacité respective de 540 m³ et 1 000 m³.

1.3.2 Description après travaux

L'unité de valorisation énergétique de Pontmain comprend après travaux :

- deux fosses de réception de déchets d'un volume unitaire de 500 m³ et 1400 m³, soit 3,5 jours d'autonomie,
- deux unités d'incinération d'une capacité maximale de traitement totale de 63 000 tonnes/an composées :
 - d'un four fonctionnant à 4 tonnes/h à un PCI de référence compris entre 1800 et 3000 kcal/kg (valeur moyenne de 2400 kcal/kg), soit une puissance thermique nominale de 10,23 MW => Ligne 1 bis,
 - d'un four fonctionnant à 4 tonnes/h à un PCI de référence compris entre 1800 et 3000 kcal/kg (valeur moyenne de 2400 kcal/kg), soit une puissance thermique nominale de 10,23 MW => Ligne 2 modernisée,
- deux unités de traitement et d'évacuation des gaz de combustion comprenant deux cheminées,
- un système de récupération et d'évacuation des résidus de l'incinération commun aux deux lignes d'incinération,
- une unité de stockage et traitement des mâchefers d'une surface totale de 4200 m² pour une capacité annuelle de 8500 tonnes soit 7100 m³ (plateforme Nord de 2500 m² et plateforme Sud de 1700 m²),
- deux bassins de récupération des eaux de process, d'une capacité respective de 1000 m³ et 1200 m³,
- un poste de transformation de la vapeur entre l'UVE et la laiterie SOFIVO,
- une turbine à condensation pour la production d'électricité (GTA).

Durant les arrêts techniques, les déchets sont transférés vers un centre de stockage ou de traitement de déchets non dangereux dûment autorisé.

1.4. Conformité au dossier de porter à connaissance

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

1.5. Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.5.1 Cessation d'activité

Conformément à l'article D. 556-1 A du code de l'environnement, l'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel et/ou tertiaire artisanal.

1.5.2 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

1.6. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.7. Législations et réglementations applicables

1.7.1 Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui le concernent (liste non exhaustive) :

Dates	Références des textes
31/03/1980	Arrêté modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées
23/01/1997	Arrêté ministériel modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
29/09/2005	Arrêté ministériel modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
31/01/2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
04/10/2010	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
12/01/2021	Arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
25/03/2021	Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
31/05/2021	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
21/12/2021	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
21/12/2021	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement pour les déchets contenant de l'amiante
22/02/2022	Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement

1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

1.8.Gestion de l'énergie

1.8.1 Consommation de l'énergie

En phase de travaux

L'exploitant met en place et suit :

- des compteurs sur la zone de chantier et la base vie ;
- la coupure d'énergie de la base vie et du chantier la nuit et les week-ends (excepté pour les équipements indispensables : serveurs informatiques, dispositifs de sécurité), sauf en cas d'ouverture exceptionnelle du chantier ;
- un éclairage basse consommation dans les espaces de cantonnement ;
- une sensibilisation systématique du personnel aux bonnes pratiques énergétiques.

1.8.2 Efficacité et performance énergétiques

Les niveaux d'efficacité énergétique minimaux pour une installation, définis au point 2.2.7 de l'annexe 2 de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont respectés.

Un essai de performance sera réalisé 3 mois après la réception des travaux de modernisation (ligne L1 bis et L2 modernisée mises en service) de l'UVE.

À l'issue des travaux, l'installation respecte les critères de performance énergétique lui permettant d'être qualifiée d'opération de valorisation selon les critères de l'article 33-2 de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. L'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 8.2.

La performance énergétique de l'installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe 3.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est conforme au seuil R1 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 8.2.
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle.

ARTICLE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

2.1. Conception des installations

2.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à :

- faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

2.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

2.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

2.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

2.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et leurs installations de manipulation, transvasement, transport sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, ces dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (stockage de déchets, zones de circulation, ...) sont humidifiées le cas échéant.

Un nettoyage du sol régulier doit être effectué afin de réduire l'envol de poussières.

2.2 Conditions de rejet

2.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants conformément aux normes, ou à défaut, aux règles techniques s'y substituant.

2.2.2 Points de rejets atmosphériques

Les points de rejets sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité, notamment celles des organismes extérieurs chargés de l'exécution des prélèvements et des mesures.

2.2.3 Traitement des effluents atmosphériques

La dilution des rejets atmosphériques en vue de respecter les valeurs limites ci-après est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet.

2.2.4 Caractéristiques des cheminées

Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire de deux cheminées. Celles-ci ont pour objet de permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à limiter la teneur de l'air en produits polluants résultant de l'incinération.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz et de l'environnement de l'installation.

Les deux cheminées ont une hauteur de 29 mètres.

2.2.5 Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz doit être au moins égale à 12 m/s.

2.2.6 Plateforme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur chaque cheminée (sur le conduit en aval de l'installation de traitement des gaz). Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

2.3 Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques

Les rejets respectent les valeurs limites indiquées à l'article 2.3.2. Les résultats des mesures réalisées sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) à une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

2.3.1 phasage des travaux sur les lignes d'incinération

Les travaux de restructuration de l'UVE induisent une mise en service selon le phasage suivant :

phase I : exploitation des lignes d'incinération historique L1 et L2 et construction de la ligne L1bis ;

phase II : exploitation des lignes L1 + L1 bis et modernisation de la ligne L2 ;

phase III : exploitation des lignes L1 bis + L2 modernisée, construction du GTA et démantèlement de la ligne L1 ;

phase IV : exploitation des lignes L1bis et L2 modernisée, mise en service industrielle du GTA ;

phase V : exploitation des lignes L1bis et L2 modernisée, fonctionnement du GTA.

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées ci-après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation, pour chacune des lignes selon le phasage pré-établi ci-dessus.

2.3.2 valeurs limites d'émission applicable sur chaque ligne

Les rejets issus des lignes 1, 1bis, 2 et 2 modernisées et doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes en concentration et en flux indiquées ci-après.

En conditions normales de fonctionnement (NOC), les valeurs limites de la colonne 1 doivent être respectées. En conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), les valeurs limites de cette colonne 1 ne s'appliquent pas.

Pendant le temps de fonctionnement effectif de la ligne avec combustion de déchets (R-EOT), les valeurs limites des colonnes 2 et 3 doivent être respectées.

En période NOC et R-EOT, la valeur limite en concentration moyenne journalière la plus contraignante entre les colonnes 1 et 2 doit être respectée et celles de la colonne 3 doivent être respectées.

Le flux maximum journalier est applicable en NOC et R-EOT.

Ligne 1 (fonctionnement en phases I et II)

Paramètres	Ligne 1 - (24 000 Nm3/h)			
	1 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	2 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	3 - Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	Flux maximum journalier (g/j)
Poussières totales	5	10	30	2880
COVT	10	10	20	5760
CO	50	50	150 (sur 10 min *)	28800
HCl	8	10	60	4608
HF	1	1	4	576
SO ₂	40	50	200	23040
NO _x	150	200	400	86400
NH ₃	15	30	NA	5760
Cd + Tl	0,02 **	0,05	NA	11,52
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 **	0,5	NA	172,8
Hg (1)	0,02 **	0,05	NA	11,52
PCDD/PCDF (dioxines et furannes)	0,08 ng I-TEQ/Nm ³ *** 0,06 ng I-TEQ/Nm ³ **	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	NA	46,08 µg/j
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	–	–	NA	NA
PCB type dioxines	–	–	NA	NA
Benzo[a]pyrène	–	–	NA	NA
	* 95 % des valeurs de CO mesurées sur 10 minutes soient < 150 mg/Nm ³ . ** moyenne sur la période d'échantillonnage *** moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme NA : non applicable (1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm3 est réalisé.			

Ligne 2 (fonctionnement en phase I)

Paramètres	Ligne 2 - 26 000 Nm3/h			
	1 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	2 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	3 - Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm3 sur gaz secs 11 % de O2)	Flux maximum journalier (kg/j)
Poussières totales	5	10	30	3120
COVT	10	10	20	6240
CO	50	50	150 (sur 10 min *)	31200
HCl	8	10	60	4992
HF	1	1	4	624
SO ₂	40	50	200	24960
NO _x	150	200	400	93600
NH ₃	15	30	NA	6240
Cd + Tl	0,02 **	0,05	NA	12,48
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 **	0,5	NA	187,2
Hg (1)	0,02 **	0,05	NA	12,48

Paramètres	Ligne 2 - 26 000 Nm ³ /h			
	1 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	2 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	3 - Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	Flux maximum journalier (kg/j)
PCDD/PCDF (dioxines et furannes)	0,08 ng I-TEQ/Nm ³ ***	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	NA	49,92 µg/j
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	–	–	NA	NA
PCB type dioxines	–	–	NA	NA
Benzo[a]pyrène	–	–	NA	NA
* 95 % des valeurs de CO mesurées sur 10 minutes soient < 150 mg/Nm ³ . ** suivi ponctuel *** suivi semi-continu NA : non applicable (1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm ³ est réalisé.				

Ligne 1 bis en phase II, III, IV et V (nouvelle unité)

Paramètres	Ligne 1 bis - 26 000 Nm ³ /h			
	1. Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	2 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	3. Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	Flux maximum journalier (kg/j)
Poussières totales	5	10	30	3120
COVT	10	10	20	6240
CO	50	50	150 (sur 10 min *)	31200
HCl	6	10	60	3744
HF	1	1	4	624
SO ₂	30	50	200	18720
NO _x	80	200	400	49920
NH ₃	10	30	30	6240
Cd + Tl	0,02	0,05	NA	12,48
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3	0,5	NA	187,2
Hg (1)	0,02	0,05	NA	12,48
PCDD/PCDF (dioxines et furannes)	0,06 ng I-TEQ/Nm ³	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	NA	37,44
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	–	–	NA	NA
PCB type dioxines	–	–	NA	NA
Benzo[a]pyrène	–	–	NA	NA
* 95 % des valeurs de CO mesurées sur 10 minutes soient < 150 mg/Nm ³ . ** suivi ponctuel *** suivi semi-continu NA : non applicable (1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,035 mg/Nm ³ est réalisé.				

Ligne 2 modernisée en phase III, IV et V (unité existante modernisée)

Paramètres	Ligne 2 modernisée- 26 000 Nm ³ /h			
	1. Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	2 - Concentration moyenne journalière (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	3. Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg/Nm ³ sur gaz secs 11 % de O ₂)	Flux maximum journalier (kg/j)
Poussières totales	5	10	30	3120
COVT	10	10	20	6240
CO	50	50	150 (sur 10 min *)	31200
HCl	8	10	60	4992
HF	1	1	4	624
SO ₂	40	50	200	24960
NO _x	80	200	400	93600
NH ₃	10	30	30	6240
Cd + Tl	0,02	0,05	NA	12,48
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3	0,5	NA	187,2
Hg (1)	0,02	0,05	NA	12,48
PCDD/PCDF (dioxines et furannes)	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	NA	49,92 µg/j
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	–	–	NA	NA
PCB type dioxines	–	–	NA	NA
Benzo[a]pyrène	–	–	NA	NA
* 95 % des valeurs de CO mesurées sur 10 minutes soient < 150 mg/Nm ³ . ** suivi ponctuel *** suivi semi-continu NA : non applicable (1) un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm ³ est réalisé.				

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminées selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ces indications sont reprises en annexe 2.

2.4 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.4.1 Surveillance des rejets atmosphériques canalisés

L'exploitant assure une surveillance des émissions sur les lignes en fonctionnement dans les conditions suivantes :

Paramètres	Fréquence
Pression	En continu
Température dans les fumées et dans la chambre de combustion	En continu
Débit	En continu
O ₂	En continu
Teneur en vapeur d'eau	En continu
NO _x	En continu
NH ₃	En continu

Paramètres	Fréquence
Poussières	En continu
SO ₂	En continu
CO	En continu
HCl	En continu
HF	En continu
COVT	En continu
Mercuré et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	En continu *
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	Semestrielle
Total des autres métaux lourds (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	Semestrielle
PBDD/PBDF	Semestrielle
Dioxines et furannes PCDD/PCDF	Semi-continu
PCB de type dioxines	Semi-continu **
Benzo[a]pyrène	Annuelle

*le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mercure en continu ne peut excéder 500 heures cumulées sur une année.

** une fois tous les mois sur une période de 2 ans consécutifs afin de juger de la nécessité de poursuivre le suivi semi-continu en cas de concentration inférieure à 0,1 ng OMS-TEQ Nm³, la surveillance des PCB de type dioxine est réduite à une fois tous les 2 ans avec échantillonnage à court terme après information de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et semi-continu.

Une mesure externe du cadmium et ses composés, du thallium et ses composés, du mercure et ses composés, des autres métaux (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V), des dioxines et furannes et des paramètres suivis en continus et semi-continus est réalisée tous les 3 mois au cours de la première année d'exploitation de la ligne L1 bis.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur de chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Les méthodes d'analyses et de mesures devront être conformes à l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur le jour de l'analyse.

Les résultats des analyses demandées au présent article sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets issus de l'incinération énumérés au titre 7 par tonne de déchets incinérés.

Il communique ce calcul à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

L'exploitant doit réaliser chaque année une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

2.4.2 Dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyses sont constitués selon la fréquence définie ci-après :

Mesures ponctuelles

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Mesures en semi-continu

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité ou agréé.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 2.3.2, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme visé à l'article 2.4.1, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie ci-dessus. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

2.4.3 procédures d'assurance qualité des appareils de mesure en continu (QAL/AST)

Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL2. Le maintien de l'aptitude au mesurage des appareils de mesure entre deux procédures QAL2 est contrôlé par la procédure AST. Le maintien de leur dérive dans des limites acceptables, et la correction de dérive, le cas échéant, sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL3. La procédure QAL3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation selon la procédure QAL1 n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- SO₂ : 20 %
- NH₃ : 40 %
- NO_x : 20 %
- Poussières : 30 %
- COT : 30 %
- HCl : 40 %
- HF : 40 %
- Hg : 40 %

2.5 surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers choisis par l'exploitant.

Le programme doit comprendre à minima des mesures annuelles de dioxines furannes dans le lait de trois troupeaux situés dans un périmètre proche de l'usine. Les résultats sont comparés aux normes en vigueur.

Un programme annuel de mesures des retombées de dioxines/furannes et métaux dans les végétaux ou des bio-indicateurs (type lichens) est également mis en place. Le programme est conçu de telle sorte que les évolutions au fil du temps puissent être interprétées (prélèvements aux mêmes placettes, continuité dans les méthodologies, ...). Les résultats sont comparés aux normes en vigueur ou à défaut interprétés par rapport aux valeurs de référence ou aux bruits de fond de la zone.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 8.1 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance ou à la commission de suivi de site.

ARTICLE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel
Réseau d'eau public	Eau de ville	35 000 m ³ /an
Eau de surface	Rivière « la Glaine » [code ME : FRHR347-19150600]	15 000 m ³ /an

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux industrielles,
- les eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parking,
- les eaux de toitures.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Traitement	Prétraitement	Traitement avant rejet	Exutoire
Nature des effluents			
Eaux usées domestiques	/	/	Système d'assainissement autonome
Eaux pluviales de ruissellement sur voiries	débourbeur/déshuileur	Bassin d'EP de 326 m ³	Fossé
Eaux industrielles	/	2 bassins d'eau de process de 540 m ³ et 1000 m ³	Recyclage dans le process pas de rejet dans le milieu naturel
Eaux pluviales de toitures	/	/	Fossé

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha.

3.2.2 Tamponnement des eaux pluviales

En phase d'exploitation

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris lors du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués selon les méthodes normalisées prévues à l'annexe 2, point IV de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé ou aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Le jour des prélèvements relatifs aux analyses à réaliser est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations, conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022.

3.3.2 Surveillance des rejets aqueux

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux à une fréquence à minima annuelle. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

3.3.3 Caractéristiques générales des rejets aqueux

Pour le point de rejet du bassin accueillant les eaux pluviales de ruissellement des voiries et parking, les valeurs limites d'émissions suivantes pour les émissions dans l'eau s'appliquent :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
		Concentration maximale (mg/l)
Température	-	< 30 °C
pH	-	Entre 5,5 et 8,5
Matières en suspension (MES)	1305	30 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314	125 mg/l
Hydrocarbures totaux (HT)	7009	5 mg/l

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

3.3.4 Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires sont traitées et évacuées vers le réseau d'assainissement communal conformément aux réglementations en vigueur.

3.3.5 Eaux de purge

Les purges du générateur de vapeur sont retournées vers le site SOFIVO pour être traitées dans une filière dûment autorisée.

Le rejet des purges dans les bassins ou lagunes d'eaux pluviales est interdit.

3.4 Surveillance des prélèvements d'eau

En phase d'exploitation

L'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance du réseau d'adduction d'eau.

Si des fuites sont mises en évidence, l'exploitant fait procéder à leur réparation dans les meilleurs délais. L'exploitant met en place un plan de réduction des consommations d'eau avec la mise en place d'actions de réduction chiffrées.

3.5 Surveillance des eaux souterraines

Pour répondre en particulier aux dispositions de l'article 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (correspondant à l'application de la MTD 12 du BREF WI) et compte tenu des contraintes de mise en œuvre du contrôle visuel par partie de la fosse pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchets, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance des eaux souterraines au droit du site.

Cette surveillance s'appuie sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation.

Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable.

Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Un contrôle visuel des fosses notamment est alors mis en œuvre. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Ce programme de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes :

Périodes et niveaux sonores limites admissibles	Période de jour : de 7h00 à 22h00, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h00 à 7h00, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois après la mise en service de la ligne L1 bis et de la ligne L2 modernisée puis tous les 3 ans.

4.2 Mises en œuvre des dispositions acoustiques

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des dispositions constructives et équipements de réduction du bruit décrits dans l'étude d'impact acoustique transmise en novembre 2025.

Ces dispositions comprennent a minima :

- a) le respect des performances d'affaiblissement acoustique des façades, bardages et enveloppes de bâtiments ;
- b) la mise en place de grilles acoustiques en façade nord du bâtiment ;
- c) la mise en place de grilles acoustiques en façade sud de l'installation du vaporiseur destiné à limiter l'impact acoustique au point n°3 en limite de propriété nord du site ;
- d) le capotage acoustique des convoyeurs de mâchefers ;
- e) la pose de silencieux sur les équipements de ventilation identifiés, notamment au niveau du local transformateur (TF).

Dans un délai maximal de six mois après la mise en service de la ligne L1 bis et de la ligne L2 modernisée, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures acoustiques par un organisme compétent. Cette campagne comprend :

- a) des mesures en périodes diurne et nocturne ;
- b) la détermination des niveaux de bruit ambiant, résiduel et des émergences en zones à émergence réglementée ;
- c) la prise en compte des phases de fonctionnement les plus bruyantes, y compris les bruits ponctuels à fort niveau, notamment les ramoneurs à ondes de choc, soupapes et purges vapeur.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après la réalisation des mesures.

En cas de dépassement des valeurs limites réglementaires ou des émergences fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997, l'exploitant met en œuvre, sans délai, toutes mesures correctives nécessaires. Ces mesures peuvent inclure le renforcement des protections acoustiques, l'adaptation des modalités de fonctionnement des installations et, le cas échéant, des restrictions d'horaires, en particulier en période nocturne.

Ces dispositions pourront être adaptées si l'exploitant atteste du respect des valeurs limites réglementaires ou des émergences fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant assure un suivi particulier du point de contrôle n°3 situé en limite nord du site. Ce suivi vise à vérifier, dans la durée, la compatibilité du fonctionnement cumulé du site avec les valeurs limites réglementaires et l'acceptabilité pour le voisinage.

4.3 Bruits à tonalité marquée

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

4.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986.

ARTICLE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

5.2 Généralités

5.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux

stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, au besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.

5.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

5.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

5.3 Infrastructures et installations

5.3.1 Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

5.3.2 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Une surveillance est assurée en permanence.

5.3.3 Bâtiments et locaux

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

5.3.4 Ventilation et chauffage des locaux

Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive.

Les appareils de chauffage ne comportent pas de flamme nue. Ils fonctionnent à l'eau chaude, à la vapeur ou tout autre dispositif présentant un niveau de sécurité équivalent.

5.3.5 Réseaux, canalisations et équipements

Les réseaux, canalisations et équipements (réservoirs, appareils et machines) satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et de la nature des fluides contenus ou en circulation afin d'éviter toute réaction dangereuse et qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Lors de leur installation, ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : actions mécaniques, physiques, chimiques, chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques... Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile ou équivalent.

Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols.

Les réseaux, notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement, les canalisations et les organes de toutes sortes ainsi que les équipements, sont entretenus en permanence. Ils font l'objet d'une surveillance et de contrôles périodiques appropriés qui donnent lieu à des enregistrements tracés afin de garantir leur maintien en bon état. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs ...).

5.3.6 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

5.3.7 Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles soit de façon permanente ou semi-permanente soit de manière épisodique (faible fréquence et courte durée), les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires et conformes à la réglementation en vigueur.

Les canalisations électriques seront convenablement protégées contre toutes agressions.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

5.3.8 Protection contre la foudre

5.3.8.1 Analyse du Risque Foudre (ARF)

Pour les installations concernées, l'analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent qui identifie les équipements et les installations nécessitant une protection.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Elle est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens du code de l'environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

5.3.8.2 Moyens de protection contre les effets de la foudre

En fonction des résultats de l'ARF, une étude technique, menée par un organisme compétent, définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent. Ils répondent aux exigences de l'étude technique.

5.3.8.3 Contrôles des installations de protection contre la foudre

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et de vérifications complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.

Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.

Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications et les tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.4 Prévention des risques

5.4.1 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention et d'un permis de feux.

5.4.2 Travaux - permis d'intervention ou permis de feu

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme nue, arc électrique ou appareils générant des étincelles) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces modalités d'intervention sont établies et les documents sont établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée et l'éventuel intervenant extérieur.

Le permis rappelle notamment : les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

5.4.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

5.5 Prévention des pollutions accidentelles

5.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

5.5.2 Rétentions

Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention sont construites selon les règles de l'art. Elles sont étanches aux produits qu'elles contiennent, résistent à l'action physique et chimique des fluides et sont aménagées pour la récupération des eaux météoriques en cas de stockage extérieur. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour leur éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions donnent lieu à des comptes-rendus écrits.

5.5.3 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

5.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence, notamment en évacuant les eaux pluviales.

5.5.5 Stockage sur les lieux d'emploi

La quantité de matières premières, produits intermédiaires et produits finis, répertoriés comme substances ou préparations dangereuses stockées et utilisées dans les ateliers est limitée au minimum technique permettant le fonctionnement normal de ces derniers.

5.5.6 Transports – chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

5.5.7 Élimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

5.6 Moyens d'intervention et organisation des secours

5.6.1 Principes généraux

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

5.6.2 Disponibilité et entretien des moyens d'intervention

Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.

5.6.3 Moyens d'intervention et ressources en eau

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

Défense incendie externe :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- 1 poteau d'incendie, protégé contre le gel, muni de raccords normalisés capable d'assurer un débit unitaire de 60 m³/h ;
- 1 lagune pluviale de 1200 m² présentant 3 poteaux d'aspiration (SOFIVO) .

Défense incendie interne :

	Avant travaux	Après travaux
Hall 1 et hall 2	1 RIA /hall	2 RIA /hall (1 déplacé et 1 ajouté)
Sur chaque fosse de réception des déchets	- Surveillance avec 1 caméra thermique - 1 canon	- Surveillance avec 2 caméras thermiques - 2 canons
Trémie de chargement	Système déluge	Système de déluge Détection 3IR
Vitres des pontiers	1 rideau d'eau/vitre	1 rideau d'eau /vitre raccordement à la réserve interne (2 h d'autonomie) asservi au déclenchement automatique des canons
Local GTA	/	- Détection incendie - Protection par déluge (autonomie de 2h)
Loges transformateurs	/	Détection automatique d'incendie avec une implantation dans des loges indépendantes coupe-feu 2 heures
Local électrique	/	Protection de type Installation d'Extinction Automatique à Gaz
RIA	3	Ajout de 9 RIA alimentés par une réserve interne

5.6.4 Protection des milieux récepteurs (confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués)

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux rétentions du site, étanches aux produits collectés.

L'exploitant dispose du volume de rétention nécessaire, réparti comme suit :

- 350 m³ assurés par la fosse de réception (1/4 de son volume),
- 400 m³ assurés par les 2 bassins d'eau industrielles (process mâchefers),
- 326 m³ assurés par le bassin de rétention des EP.

Une procédure interne doit être rédigée afin de garantir la mise sous rétention.

Ils sont maintenus en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel sous couvert du respect des valeurs limites définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Limitation de la production des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement qui sont :

- 1° en priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- 2° de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination ;
- 3° d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- 4° d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- 5° de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- 6° d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

6.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. La compatibilité des déchets stockés doit être contrôlée.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

6.3 Obligation de tri 7 flux

L'exploitant trie à la source les déchets non dangereux de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, les fractions minérales et le plâtre par rapport aux autres déchets, conformément aux articles L. 541-21-2 et D. 543-278 à D. 543-287 du code de l'environnement, afin de favoriser leur réutilisation et leur recyclage.

Les déchets appartenant aux catégories précitées peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement rappelée au 6.1. L'exploitant doit organiser leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

L'exploitant doit pouvoir justifier du respect de cette obligation notamment, en cas de cession de ces déchets à un tiers. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les attestations mentionnées à l'article D. 543-284.

6.4 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets réceptionnés et produits

Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées aux articles 1.3.1 et 1.3.2 (OM réceptionnés), à l'article 7 (REFIOM) et à l'article 6.8.1 (mâchefers).

L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent être en particulier refroidis.

En dehors des mâchefers, la quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité trimestrielle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Les déchets entreposés sur le site doivent être stockés de manière distincte, sans mélange entre catégories de déchets ni entre lots de nature différente, afin de garantir leur traçabilité, d'éviter toute

dilution ou contamination croisée et de préserver les conditions réglementaires de leur traitement ou de leur élimination.

6.5 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque les déchets sont transférés, à des fins de traitement, à un tiers conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

6.6 Transports

Le transport des résidus d'incinération et autres déchets entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents. Chaque lot de déchets dangereux expédié est accompagné de son bordereau de suivi émis à partir du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61-3 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.7 Traçabilité des déchets

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants du site. Les éléments contenus dans ce registre sont a minima ceux définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Pour les déchets dangereux, les déchets POP, les déchets ayant perdu leur statut de déchets selon les dispositions de l'article L. 541-4-3 et les déchets non dangereux, l'exploitant doit transmettre par voie électronique les données constitutives du registre via Trackdéchets.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II de l'article R. 541-43 du code de l'environnement en matière de délai et de contenu.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers ;
- les métaux ferreux extraits des mâchefers ;
- le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;

- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :
 - poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
 - cendres sous chaudière ;
 - gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 - déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site ;
 - déchets secs de l'épuration des fumées.

Dans le cas où un entreposage spécifique n'est pas possible pour certains des déchets mentionnés ci-dessus, l'exploitant le signale et indique dans sa comptabilité la nature des déchets concernés.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

6.8 Mâchefers

6.8.1 Stockage des mâchefers

En phase d'exploitation

L'aire de stockage et traitement des mâchefers d'une surface de 4 200 m² a une capacité de 7 100 m³ maximum.

La quantité maximale de mâchefers présente sur l'aire de stockage et de traitement est de 8 500 tonnes.

Le stockage des mâchefers s'effectue par lot représentant chacun un mois de production. La hauteur maximale de stockage des tas de mâchefers n'excède pas 4 m.

Les aires de stockage et de manutention sont maintenues propres en permanence. La zone de stockage doit être implantée à plus de 200 m des habitations, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et des établissements recevant du public.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement sont aménagées en fonction, du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler : elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

L'aire de stockage est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle est étanche. Les mâchefers ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Les eaux de percolation sont récupérées et recyclées dans le process.

6.8.2 Valorisation des mâchefers

La valorisation des mâchefers d'incinération en technique routière est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux et des guides en vigueur (en particulier le guide CEREMA d'octobre 2012 sur l'acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière – Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND)). Cette valorisation doit respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral.

La teneur en carbone organique total ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins une fois par mois et un plan de suivi de ce paramètre est défini.

Les mâchefers doivent être évacués régulièrement dans des installations adaptées dûment autorisées.

6.8.3 Recyclage en technique routière

Pour l'application du présent article, la période P de constitution d'un lot périodique de mâchefers est de un mois.

6.8.3.1 Caractérisation

Les lots périodiques de mâchefers qui peuvent être recyclés au sein d'ouvrages routiers sont les lots périodiques servant à l'élaboration de matériaux alternatifs et de matériaux routiers dont les caractéristiques mécaniques sont conformes aux normes de spécifications d'usage en vigueur concernant les usages routiers visés et dont les caractéristiques environnementales respectent les critères de recyclage définis à l'annexe 1 du présent arrêté.

L'utilisation en technique routière de matériaux alternatifs élaborés à partir de mâchefers dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement est interdite.

Dans le but de satisfaire aux dispositions du présent arrêté, il est interdit de procéder à :

- un mélange de mâchefers issus de lots périodiques différents ;
- une dilution de mâchefers avec d'autres substances ou objets ;
- une stabilisation de mâchefers.

L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe 1 du présent arrêté, pour tout lot d'un même matériau alternatif. Si l'exploitant dispose déjà de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, il n'est pas tenu de réaliser de nouveau cette évaluation.

Ces études concernent également tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant d'autres matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.

Les analyses nécessaires aux études sont réalisées par un organisme tiers compétent dans un délai d'un mois à compter de la constitution d'un échantillon mentionné ci-après.

Les méthodes d'analyse sont choisies de manière que les limites de détection et de quantification associées permettent de positionner sans ambiguïté les résultats avec les valeurs limites des paramètres analysés.

Échantillonnage :

La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.

A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.

Analyses :

Les paramètres à analyser sont ceux figurant dans les tableaux de l'annexe 1 du présent arrêté.

Toutefois, si pendant une durée déterminée des lots périodiques successifs provenant donnent lieu à des lots de matériaux alternatifs et routiers pour lesquels l'ensemble des valeurs représentatives d'un paramètre donné reste en deçà de la moitié de la valeur limite associée, l'exploitant peut surseoir à l'analyse du paramètre en question pour les lots de matériaux alternatifs et routiers produits dans les mêmes conditions à partir des lots périodiques suivants, sans que ces conditions ne puissent conduire

l'exploitant à effectuer moins de deux analyses par an portant sur la totalité des paramètres figurant dans les tableaux de l'annexe 1 du présent arrêté. Dans ce cas, l'exploitant tient les documents justificatifs de cette adaptation à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.8.3.2 Mise en œuvre

L'installation ne reçoit que les mâchefers produits par le site.

L'élaboration de tout matériau alternatif et la formulation de tout matériau routier doivent être motivées par l'atteinte des performances mécaniques nécessaires pour les usages routiers visés et, le cas échéant, par la nécessité d'assurer la compatibilité chimique avec les substances ou objets avec lesquels le matériau routier sera directement en contact au sein de l'ouvrage routier.

A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'élaboration ainsi qu'une procédure de formulation qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille. La durée de la phase d'élaboration ne peut excéder un an.

La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ou routiers ne peut excéder trois ans.

6.8.3.3 Registre et information

Registre :

L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :

- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET le cas échéant de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;
- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;
- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;
- la quantité de matériau routier quittant l'installation ;
- la date de sortie de l'installation ;
- l'usage routier effectif ;
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Information :

Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant :

- les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ;

- les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier.

Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées relatif à la caractérisation (6.8.3.1).

ARTICLE 7 - REFIOM

Les Résidu d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) produits par l'usine d'incinération sont comptabilisés et font l'objet d'un suivi d'évolution des flux produits.

Le volume stocké sur le site n'excédera pas 140 m³.

Ils sont régulièrement éliminés dans une installation classée dûment autorisée. Leur composition fait l'objet d'un contrôle dont la périodicité est a minima trimestrielle.

RÈGLES SPÉCIFIQUES POUR L'UVE

7.1 Déchets admis

Les seuls déchets admissibles pour traitement dans l'unité de valorisation énergétique sont les déchets non dangereux ultimes provenant des ménages ou des activités économiques.

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ne sont notamment pas admissibles sur le site.

L'exploitant informe dans les plus brefs délais l'inspection des installations classées en cas de refus de livraison.

7.2 Périmètre géographique des déchets admis

Les déchets non dangereux issus du département de la Mayenne sont, quelle que soit la saison, traités en priorité dans l'unité de valorisation énergétique.

Sans préjudice de cette priorité, et sous réserve du respect de la hiérarchie des modes de traitement, les déchets non dangereux provenant des autres départements de la région Pays de la Loire peuvent également y être admis.

Dans les mêmes conditions géographiques de priorité, les déchets non dangereux en provenance de l'Orne, de la Manche, de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et des Côtes-d'Armor sont également acceptés, à condition que la distance entre leur lieu de collecte et l'unité de valorisation énergétique n'excède pas 150 km (par rapport à l'usine de Pontmain).

À tout moment, l'exploitant peut démontrer, par un document de planification, qu'il respecte ces critères de priorité géographique.

7.3 Déchets admis à titre temporaire d'unités de traitement hors périmètre

Les déchets provenant des autres départements peuvent, en cas de saturation ou d'indisponibilité des installations de traitement situées hors du périmètre défini à l'article 7.3 du présent arrêté, être admis de façon temporaire dans l'unité de valorisation énergétique. Cette admission exceptionnelle n'est possible qu'après accord préalable du préfet de la Mayenne, fondé sur une instruction au cas par cas. Toute demande d'acceptation dérogatoire doit être formalisée à l'avance par l'exploitant auprès de la préfecture de la Mayenne, accompagnée de l'ensemble des justificatifs nécessaires à l'évaluation de sa recevabilité.

7.4 Livraison et réception des déchets

L'exploitant de l'installation d'incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation. Une pesée des déchets est effectuée à l'arrivée sur le site.

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.

Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'aire de déchargement des déchets doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Les fosses de déchargement doivent être en dépression : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Dans le hall 2 le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement. Dans le hall 1 l'exploitant doit si nécessaire mettre en place tout autre moyen ou procédure conduisant à un résultat analogue.

7.5 Conditions d'exploitation

7.5.1 Conditions de combustion

Qualité des résidus

L'installation est exploitée de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux.

Conditions de combustion

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.

Brûleurs d'appoint

Chaque ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850 °C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Conditions de l'alimentation en déchets

Chaque ligne d'incinération possède et utilise un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température d'incinération minimale de 850 °C requise soit atteinte ;
- chaque fois que la température de 850 °C n'est pas maintenue ;
- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 2.4 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

7.5.2 indisponibilités

Indisponibilités des dispositifs de traitement

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 2.4 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/Nm³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Indisponibilité des dispositifs de mesure :

a) Dispositifs de mesure en semi-continu

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques ne peut excéder en cumulé 15 % du temps de fonctionnement de l'installation sur une année.

b) Dispositifs de mesure en continu

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

7.5.3 Valorisation énergétique

L'installation est exploitée comme une unité de valorisation énergétique des déchets au sens de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008.

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions nécessaires afin de maximiser la valorisation énergétique de l'énergie issue de l'incinération, dans le respect des conditions de sûreté, de continuité de service et de protection de l'environnement.

À ce titre :

- la vapeur produite par l'installation est prioritairement valorisée par des équipements dédiés à la récupération d'énergie ;
- le groupe turbo-alternateur (GTA) est exploité en priorité pour la production d'électricité dès lors que les conditions techniques et de sécurité le permettent ;

- le vaporiseur est exploité de manière à optimiser la récupération et la valorisation énergétique de la vapeur, notamment dans le cadre de la séparation des réseaux vapeur, et à garantir la stabilité du fonctionnement du GTA ;
- les purges associées au fonctionnement du vaporiseur sont limitées au strict minimum techniquement nécessaire et gérées conformément aux prescriptions relatives à la gestion des eaux de purge définie à l'article 3.3.4.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT ET GESTION DE L'INSTALLATION

8.1 Incidents ou accidents

Conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Le rapport est transmis sous forme dématérialisée d'une téléprocédure dans un délai de 1 mois à l'inspection des installations classées.

Ce rapport peut être exigé dans un délai plus court si l'inspection l'estime nécessaire au regard des enjeux identifiés.

8.2 Rapport annuel d'activité

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux articles 2.4.1 et 8.1 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

8.3 Bilan environnement annuel (déclaration GEREPE)

L'exploitant réalise un bilan portant sur l'année précédente de ses émissions polluantes et déchets qu'il déclare suivant le format fixé par le ministre chargé des installations classées.

La masse émise est la masse du polluant considérée émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, les déchets et les sols, quel qu'en soit le cheminement.

La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1er avril de l'année suivante par télé-déclaration.

8.4 Information du public

L'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents suivants :

- une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;

- l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation si elle a été mise à jour ;
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions du code de l'Environnement ;
- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce dossier est mis à jour chaque année. Il en est adressé chaque année un exemplaire au préfet du département et au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'installation d'élimination des déchets est implantée. Il peut être librement consulté à la mairie de cette commune.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission locale d'information et de surveillance ou à la commission de suivi de site de son installation.

ARTICLE 9 - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

9.1 Implantation

Des panneaux photovoltaïques seront installés en toiture d'un hangar situé sur la plateforme de stockage des mâchefers Nord.

Au total, les panneaux mis en place couvrent une surface de 1 400 m², et assurant à la fois la production d'énergie renouvelable et la fonction de couverture du hangar.

9.2 Prévention des risques

Les installations photovoltaïques sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

ARTICLE 10 -TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, qui doit l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 11 -DIFFUSION

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Pontmain pour y être consultée.

Un exemplaire sera affiché à la dite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Pontmain et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois : <http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisations>.

Une copie de cet arrêté est adressée aux conseils municipaux des communes de Landivy, Saint-Mars-sur-la-Futaie, La Bazouge-du-Désert, Louvigné-su-Désert et Landéan, ainsi qu'aux chefs de service concernés.

ARTICLE 12 -EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de Pontmain sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R . 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ANNEXE 1 - CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX

1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier :

Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après.

- **Usages routiers de type 1** : usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus.
- **Usages routiers de type 2** : usages de plus de trois mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts.

Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus.

Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et s'il présente en tout point une pente minimale de 1 %.

Un ouvrage est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 cm de matériaux naturels ou équivalents et si sa pente en tout point de son enveloppe extérieure est supérieure ou égale à 5 %.

L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants.

L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite.

2° Critères de recyclage liés au comportement à la lixiviation :

Le comportement à la lixiviation est évalué sur la base des résultats d'un essai de lixiviation mené conformément à la norme NF EN 12457-2 sur un échantillon du lot à caractériser. L'échantillon est constitué conformément à l'article relatif à l'échantillonnage 6.9.3.1.

Les valeurs limites à respecter pour les quantités relarguées à un ration L/S= 10 l/kg sont consignés dans le tableau suivant :

Paramètre	Valeur limite à respecter pour les usages de type 1 exprimée en mg/kg de matière sèche	Valeur limite à respecter pour les usages de type 2 exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,6	0,6
Ba	56	28
Cd	0,05	0,05
Cr total	2	1
Cu	50	50
Hg	0,01	0,01
Mo	5,6	2,8
Ni	0,5	0,5
Pb	1,6	1
Sb	0,7	0,6
Se	0,1	0,1
Zn	50	50
Fluorure	60	30
Chlorure (*)	10000	5000
Sulfate (*)	10000	5000
Fraction soluble(*)	20000	10000

(*) Concernant les chlorures, les sulfates et la fraction soluble, il convient pour être jugé conforme de respecter soit les valeurs associées aux chlorures et aux sulfates, soit de respecter les valeurs associées à la fraction soluble

3° Critères de recyclage liés à la teneur intrinsèque en éléments polluants :

Paramètre	Valeur limite à respecter
COT (carbone organique total)	30 g/kg de matières sèches
BTEX (benzène, toluène, ethylbenzène et xylènes)	6 mg/kg de matières sèches
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1 mg/kg de matières sèches
Hydrocarbures (C10 à C40)	500 mg/kg de matières sèches
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50 mg/kg de matières sèches
Dioxines et Furannes	10 ng I-TEQ/kg (OMS2006)/kg de matières sèches

4° Critères de recyclage liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier :

L'utilisation de matériaux routiers doit se faire :

- en dehors des zones inondables et à une distance minimale de 50 cm des plus hautes eaux cinquantenales ou, à défaut, des plus hautes eaux connues ;
- à une distance minimale de 30 mètres de tout cours d'eau, y compris les étangs et les lacs. Cette distance est portée à 60 mètres si l'altitude du lit du cours d'eau est inférieure de plus de 20 mètres à celle de la base de l'ouvrage et dans les zones désignées comme zone de protection des habitats des espèces, de la faune et de la flore sauvages en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement ;
- en dehors des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ;
- en dehors des zones couvertes par une servitude d'utilité publique instituée, en application de l'article L. 211-12 du code de l'environnement, au titre de la protection de la ressource en eau ;
- en dehors des parcs nationaux ;
- en dehors des zones de karsts affleurants.

5° Critères de recyclage liés à la mise en œuvre du matériau routier :

La mise en œuvre de matériaux routiers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles et souterraines. À ce titre, la quantité de matériaux routiers stockée temporairement dans l'emprise d'un chantier routier donné doit être limitée aux seuls besoins permettant de s'affranchir de l'irrégularité des approvisionnements du chantier, sans que jamais cette quantité n'excède 1 000 m³.

ANNEXE 2 - FACTEURS D'ÉQUIVALENCE POUR LES DIBENZOPARADIOXINES ET LES DIBENZOFURANNES

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique) :

		Facteur d'équivalence toxique
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

ANNEXE 3 - PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE D'UNE INSTALLATION D'INCINÉRATION

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée avec la formule suivante :

$$Pe = (Ep - (Ef + Ei)) / 0,97 (Ew + Ef)$$

Où :

- Pe représente la performance énergétique de l'installation ;
- Ep représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité.
Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an) ;
- Ef représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an) ;
- Ew représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an) ;
- Ei représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors Ew et Ef (GJ/an) ;

0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement

Pour l'application de la formule de calcul de la performance énergétique, on considère que :

$$Ep - (Ef + Ei) / 0,97 (Ew + Ef) = [(2,6 Eep + 1,1 Efh.p) - (2,6 Eea + 1,1 Eha.a + Eca.)] / 2,3 T$$

Où :

- Eep représente l'électricité produite par l'installation (MWh/an) ;
- Efh.p représente la chaleur produite par l'installation (MWh/an) ;
- Eea représente l'énergie électrique externe achetée par l'installation (MWh/an) ;
- Eha.a représente l'énergie thermique externe apportée pour assurer le fonctionnement de l'installation (MWh/an) ;
- Eca représente l'énergie externe apportée pour assurer le fonctionnement de l'installation (MWh/an) ;

2,3 étant un facteur multiplicatif intégrant un PCI générique des déchets de 2 044 th/t ;
T représentant le tonnage de déchets réceptionnés dans l'année.

ANNEXE 4 – LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES DE SUIVI DE NAPPE (PZ1, PZ2 ET PZ3)



